

Directive services

Evelyne Gebhardt a présenté la première partie de son projet de rapport sur la proposition de directive services dans le marché intérieur, le 19 avril dernier. Cette première partie porte sur les aspects les plus controversés de la proposition de directive, son champ d'application et le principe du pays d'origine, et en propose une modification en profondeur. La deuxième partie du projet de rapport sera présentée ultérieurement.

Le rapport d'E. Gebhardt propose de réduire le champ d'application de la directive en excluant les services d'intérêt général (SIG) et ceux déjà couverts par des directives sectorielles, il remplace le principe du pays d'origine par le principe de reconnaissance mutuelle et il introduit le principe du pays de destination pour les contrôles du prestataire de services et en matière de protection du droit des consommateurs ou de droit du travail.

La démarche qui a guidé E. Gebhardt dans la préparation de ce rapport est explicitée dans l'exposé des motifs. D'abord répondre à une double exigence. D'une part, si une plus grande ouverture du marché intérieur est souhaitable, celle-ci doit répondre à "des exigences de qualité et de protection élevées, notamment dans les domaines social, écologique et du droit des consommateurs allant dans le sens d'une concurrence loyale". D'autre part, la proposition de directive va "bien au delà de son objectif réel et [...] sous sa forme actuelle suscite de nombreuses questions et une grande incertitude juridique" auxquelles il faut répondre.

Concernant le champ d'application de la directive, E. Gebhardt insiste sur le fait que "il est [...] nécessaire d'établir une distinction claire entre les services couverts par la directive à l'examen et les services d'intérêt général qui devraient faire l'objet d'un cadre distincte. De plus, il est dans l'intérêt de la sécurité juridique de distinguer clairement entre les services couverts par la directive à l'examen et ceux qui font ou feront l'objet de directives sectorielles". "D'une manière générale, la distinction entre les services couverts par la directive et les services d'intérêt général pose un grand problème [...] il importe de garantir l'acquis en matière des SIG qui constitue la clé du modèle européen [...]. Par conséquent, il est absolument indispensable de tracer de manière claire et non équivoque les limites du champ d'application de la directive". "En attendant la mise en place d'un cadre communautaire clair pour ces services [...] il est judicieux de les exclure du champ d'application de la proposition de directive". Une "liste positive ou négative des secteurs individuels [...] constitue une mauvaise approche et un instrument inapproprié pour un secteur aussi novateur que celui des services. Malheureusement, il est également impossible d'établir une définition européenne claire des services d'intérêt général. Il appartient aux Etats membres de définir cette notion". Pour répondre à cette double difficulté, "le présent rapport tente de préciser le critère déjà mentionné par la Commission dans le Livre blanc sur les services d'intérêt général, à savoir l'obligation de service public et d'intérêt général". Au nom du principe de subsidiarité, le rapport exclut les services de santé du champ d'application de la directive.

Par ailleurs, le rapport souligne le flou .../...

Services Directive

On 19th April, Evelyne Gebhardt presented the first part of her draft report on the proposal for the services directive in the internal market. This first part concerns the most controversial aspects of the directive proposal, namely, its scope and the principle of the country of origin and, it suggests that a significant modification to it would be necessary. The second part of the draft report will be presented later on.

The report by E. Gebhardt proposes reducing the scope of the directive by excluding services of general interest (SGI) and those already covered by sector-specific directives, it replaces the principle of the country of origin by the principle of mutual recognition and introduces the principle of country of destination for the supervision of service providers and concerning the protection of consumer rights or labour law.

The procedure which guided E Gebhardt in the preparation of this report is presented in the explanatory statement. Of utmost importance, respond to a twofold prerequisite. On the one hand, though a larger opening of the internal market is sought-after, it should meet "high standards of quality and protection, particularly in social, environmental and consumer protection matters, in order to guarantee fair competition". On the other hand, the directive proposal goes "far beyond its stated aim [...] in its present form leaves many questions unanswered and gives rise to legal uncertainty," which it is necessary to address.

Concerning the scope of the directive, E Gebhardt insists on the fact that "it is [...] necessary to have a clear dividing line between services which are covered by this present directive and services of general interest, which should be dealt with in a separate framework directive. Further, it is also essential, in the interests of legal certainty, to draw a clear dividing line between services covered by this directive and those which are or will be covered by sector-specific directives". "In general, the distinction between services covered by the directive and services of general interest presents a major problem. [...] it is crucial to maintain the achievements made this far on SGI, which represent the key to the European social model [...]. As a result, it is absolutely necessary to establish a clear and unambiguous definition of the scope of the directive". "Until there exists a clear Community framework for these services [...] it makes sense to exclude them from the scope of the draft directive." A "listing of individual services which qualify or not [...] is not the right approach, and is an inappropriate tool for dealing with such an innovative sector that services represent. Unfortunately, it is equally impossible to formulate a clear European definition of services of general interest. It is therefore up to Member States to define this concept." In order to tackle this twofold difficulty, "the present report seeks to define more closely the criterion already mentioned by the Commission in the White Paper on services of general interest, namely, the public service obligation and the public interest." Under the cover of the principle of subsidiarity, the report excludes health services from the scope of the directive.

Further, the report underlines the ambiguity .../...

de la proposition de directive "vis-à-vis de la législation internationale et européenne existante et les intentions législatives au sein de l'UE".

Enfin, l'exposé des motifs remarque que "le principe du pays d'origine (PPO) n'est pas mentionné explicitement dans les traités et ne constitue pas un principe juridique suprême auquel la législation communautaire doit tenir. C'est pourquoi, la formulation de l'article 16 de la proposition de directive est trompeuse". Le projet de rapport propose donc son remplacement par un principe du pays d'accueil.

Pour préparer son rapport Mme Gebhardt a monté un groupe de travail ad hoc réunissant, sous sa présidence, la commission du marché intérieur du Parlement européen et des membres des autres commissions parlementaires concernées. Le Conseil, la Commission et le Comité économique et social européen ont également été consultés. C'est ainsi que le commissaire en charge du marché intérieur, Charlie Mc Creevie, a pu faire savoir que la Commission "souhaitait respecter le déroulement de la procédure de codécision ainsi que les prérogatives du Parlement".

Le Parlement a fait salle comble pour la présentation du rapport d'E. Gebhardt et les débats ont confirmé les clivages politiques sur les instruments permettant d'ouvrir le marché intérieur des services. Le groupe socialiste a soutenu en bloc le rapport. Parmi les libéraux, seul Jacques Toubon (PPE, France) a exprimé un avis favorable "le projet d'E. Gebhardt nous donne les moyens de construire le marché intérieur des services, de le réguler" en ajoutant qu'il faut aussi exclure "le droit international privé, les contrats aux consommateurs et la publicité". Une majorité de députés a souhaité une clarification du principe de reconnaissance mutuelle. Pour les députés libéraux (PPE et ALDE) c'est la même chose que le PPO, les Verts, quant à eux, ont exprimé leur doute sur le bien-fondé de remplacer le PPO par la reconnaissance mutuelle. E. Gebhardt, pour sa part, a rappelé que la reconnaissance mutuelle est ce qui se fait déjà pour les biens ou les qualifications professionnelles et permet une harmonisation.

E. Gebhardt présentera son rapport complet le 24 mai prochain et le vote en première lecture du Parlement européen devrait avoir lieu après l'été.

http://www.europarl.eu.int/comparl/imco/services_directive/050408_pr_gebhardt_fr.pdf

Services postaux

La Commission a présenté le 23 mars dernier son rapport sur l'application de la directive postale. Le rapport confirme que "globalement" la réforme est bien avancée. S'il n'exclut pas que "de nouvelles initiatives réglementaires pourraient s'avérer nécessaires", "les développements observés jusqu'à présent n'indiquent pas qu'il conviendrait de modifier les délais fixés par la directive". Il propose, également, de promouvoir un débat de fond sur la future politique postale avec l'ensemble des acteurs concernés "tant au niveau national qu'au niveau communautaire" en vue de préparer la proposition que la Commission doit remettre en 2006.

Nous reviendrons dans un prochain bulletin sur ce rapport qui, au delà des déclarations rassurantes, est un vibrant plaidoyer pour la libéralisation. Rapport et annexe sur

http://www.europa.eu.int/comm/internal_market/post/studies_fr.htm

of the directive proposal "as regards the existing Community and international legislation and the forthcoming legislations within the EU".

Lastly, the explanatory statement notes that "there is no specific mention of the country of origin principle (COP) in the Treaties, and it is not a legal principle that supersedes the Treaties and must be observed in Community legislation. Therefore the writing of article 16 of the draft directive is also misleading.". The draft report thus proposes its replacement by the country of destination principle.

In order to prepare the report Ms. Gebhardt assembled an ad hoc working group under her presidency, bringing together the internal market committee of the European Parliament and members from other parliamentary committees concerned. The Council, the Commission and the European Economic and Social Committee were also consulted. Thus, the Commissioner for the internal market, Charlie Mc Creevie, indicated that the Commission "it was the wish of the Commission to comply strictly with the codecision procedure and to respect the privileges of the European Parliament".

The Parliament was well attended during the presentation of the E. Gebhardt report and the debates that took place confirmed political cleavages that exist on the instruments for the opening of the internal market of services. The socialist group supported the report in its entirety. Among the liberals, only Jacques Toubon (EPP, France) expressed approval, "the E. Gebhardt draft provides us with the means for setting up the internal market of services and to supervise it" adding that it is also necessary to exclude "private international law, contracts with the consumers and advertising". The majority of deputies called for a clarification of the principle of mutual recognition. Liberal deputies (EPP and ALDE) deem that it is the same thing as the COP, the Greens expressed doubt on the cogency to replace the COP by mutual recognition. On her part, E Gebhardt recalled that the mutual recognition is what is already done for goods or professional qualifications and enables harmonisation.

E Gebhardt will present her full report on 24th May 2005 and the first reading vote at the European Parliament should take place after Summer.

http://www.europarl.eu.int/comparl/imco/services_directive/050408_pr_gebhardt_en.pdf

Postal services

On 23rd March 2005 the Commission presented its report on the implementation of the postal directive. The report confirms that "in general" has made considerable progress. Though it does not exclude that "new regulatory initiatives could prove necessary", "progress hitherto observed does not show any necessity to modify the time limit fixed by the directive". It also suggests encouraging an in-depth discussion on the future postal policy with all the stakeholders "at national level as well as at community level" in order to prepare the proposal that the Commission is to present in 2006.

We shall come back, in a forthcoming bulletin, to this report which, beyond the reassuring declarations, is a vibrant plea for liberalisation. The report and the appendix at:

http://www.europa.eu.int/comm/internal_market/post/studies_en.htm

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. E-mail <celsig@celsig.org> Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé par E-mail. *Distributed E-mail*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year*: €100. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.